MAIRIE DE BEAULIEU-SUR-MER
06310
RR

VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER
ALPES-MARITIMES - 06310

ARRETE MUNICIPAL AUTORISANT LA SOCIETE LYONNAISE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL EXPLOITANT LE MAGASIN « LE PETIT CASINO » A INSTALLER UN BANC MOBILE AU DROIT DE SON ETABLISSEMENT SITUE AU 1, AVENUE DES HELLENES A BEAULIEU-SUR-MER - MODIFICATIF

N° : 261040 DATE D'AFFICHAGE 20 OCT. 2026

LE MAIRE DE LA VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER

VU le Code Général des Collectivités Territoriales
VU le Code Général de la propriété des personnes publiques,
VU le Code de la Route,
VU le Code de la Voirie Routière,
VU la délibération municipale n°04 du 06 décembre 2022 intitulée « droits de voirie, de place, de stationnement et de location de salles communales – actualisation »,
VU l'arrêté municipal du 9 juillet 1989 réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Beaulieu Sur Mer,
VU l'arrêté municipal du 14 octobre 2026,

Considérant qu'il convient, dans le cadre du développement économique de la commune, d'autoriser la Société Lyonnaise de Développement Commercial, inscrite au RCS LILLE METROPOLE sous le n° 410 410 534, exploitant le magasin « LE PETIT CASINO », à installer au droit de ce dernier situé au 1, avenue des Hellènes à Beaulieu-sur-Mer, un banc mobile.

Considérant qu'il y a eu une erreur sur le nombre de mètres linéaires occupés.

ARRETE

Article 1er : L'arrêté n° 261030 du 14 octobre 2026 est annulé.

Article 2 : La Société Lyonnaise de Développement Commercial, exploitant le magasin « LE PETIT CASINO » situé au 1, avenue des Hellènes à Beaulieu-sur-Mer, est autorisée à installer au droit de cet établissement, un banc mobile d'une superficie de 3 m² (3ml x 1ml).

Article 3 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable, pour toute l'année, à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Article 4 : La présente autorisation n'est pas transmissible de plein droit.

MAIRIE DE BEAULIEU-SUR-MER 06310

RR

Article 5 : Aucune gêne ne devra être portée à la circulation des piétons et le libre passage des piétons devra être maintenu sur une largeur minimale de 1,40 m. Les droits des tiers sont et demeureront réservés.

Article 6 : Au vu de la délibération municipale n° 04 du 06 décembre 2022 intitulée « Droits de voirie, de place, de stationnement et de location de salles communales – actualisation », le coût de la redevance par mois et par m² est de 13 € (treize euros), soit pour un an la somme de 468,00 €. Ces montants de redevances sont payables dans le délai imparti indiqué dans l'avis des sommes à payer transmis par le Trésor Public.

Article 7 : La présente autorisation prend effet le 1er janvier 2026 pour se terminer le 31 décembre 2030.

Article 8 : Le bénéficiaire supportera sans indemnité la gêne de toute nature qui serait la conséquence des travaux effectués par l'administration dans l'intérêt général et notamment de la voirie.

Article 9 : Le bénéficiaire devra contracter les assurances nécessaires le couvrant contre tout sinistre avec les tiers. La Commune dégage toute responsabilité pour tout dommage pouvant intervenir du fait de l'existence de cette terrasse.

Article 10 : L'entretien de la zone d'occupation est à la charge du bénéficiaire.

Article 11 : L'autorisation est révocable à toute époque sans indemnité pour un motif d'intérêt général, dans l'intérêt du domaine public et en vue de sauvegarder l'ordre public. La révocation sera prononcée par arrêté et notifiée dans la forme administrative.

Article 12 : Conformément à l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, tout recours devra être présenté devant le Tribunal Administratif de Nice, sis 18 avenue des Fleurs – 06000 Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté.

Article 13 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur et sera adressé au Directeur général des services, au Chef de Service de la Police Municipale, au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Beaulieu Sur Mer, qui seront chargés chacun en ce qui les concerne, d'en assurer son exécution.

Fait à Beaulieu-sur-Mer, le 20 OCT. 2026

Le Maire,
Roger ROUX

MAIRIE DE BEAULIEU-SUR-MER 06310